

Attaque contre les camps et exposition des corps Les groupes armés viennent de franchir le Rubicon

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 5 OCTOBRE 2023

1436

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mois de septembre

Les FAMA rassurent malgré la multiplication des attaques



Préparatifs du forum de Bamako :
Abdoullah reçu en audience par Andogoly Guindo



Contribution
L'économie américaine sur une corde tendue



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

4 Octobre
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



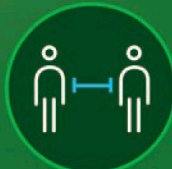
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

11

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.20



P.23



/ Une /

Mois de septembre :
Les FAMA rassurent malgré la multiplication des attaques

P.4

/ Breves /

Mali : Sinko Coulibaly refuse la main tendue
Conteneurs au port de Dakar : Des pénalités suspendues
Situation des sourds-muets au Mali : JDH sonne l'alerte
Ça se passe au grin : La non surprise du report des élections

P.11

P.11

P.12

P.13

/ Actualité /

Attaque contre les camps et exposition des corps : Les groupes armés viennent de franchir le Rubicon
Création d'une Agence de Notation Panafricaine : Impact positif sur le Mali
Droit de l'enfant : Le plaidoyer pour l'harmonisation des textes
Mambet Touré : « L'hôpital Gabriel Touré est en train de faire face à de graves problèmes en raison des grèves intempestives des travailleurs malhonnêtes... L'État doit prendre ses responsabilités. »

P.15

P.16

P.18

P.20

/ Politique /

Politique :
Le cri de cœur des dirigeants africains à l'ONU
Lettre à grand-père :
Autrefois avant d'aller en guerre

P.23

P.24

/ Culture & Société /

Préparatifs du forum de Bamako :
Abdoullah reçu en audience par Andogoly Guindo

P.26

/ International /

Contribution :
L'économie américaine sur une corde tendue
La BAD en Tunisie :
Une suédoise nommée nouvelle représentante

P.27

P.29

/ Sport /

Démarrage du championnat national de la Ligue 1 Orange 2023-2024 :
Le 1er Vice-président FEMAFoot présente sa vision à la presse sportive

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssef Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



Célébration du Maouloud 2023

Yeah Samaké et Ousmane Madani

Haidara célébrés

Bien que les Forces Armées maliennes (FAMa) aient été confrontées à de nombreuses attaques en septembre dernier, elles continueront à combattre l'ennemi sur le terrain afin de mieux sécuriser la population et assurer l'intégrité du territoire malien.

Dans le but d'informer la population sur l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain, la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (DIRPA) a tenu sa conférence de presse

mensuelle le lundi 2 octobre 2023 dans ses locaux. Le Colonel-major Souleymane Dembélé, premier responsable de la structure, a animé la rencontre.

Lors de son exposé, le Directeur de la DIRPA, le Colonel-major Souleymane Dembélé, a affirmé que malgré les nombreuses attaques auxquelles les Forces de Défense et de Sécurité sont confrontées, elles continueront à combattre l'ennemi sur le terrain dans le but de sécuriser la population et d'assurer l'in-

tégrité du territoire malien.

Selon lui, le mois de septembre a été très mouvementé avec les attaques terroristes visant les FAMa et les populations civiles. Parmi ces actes barbares, on retient l'attaque du bateau «Tombouctou» le 7 septembre dernier, qui a causé la mort de 65 civils et militaires, ainsi que l'attaque de 3 véhicules kamikazes suivie d'une infiltration au Camp Firhoun Ag Alinçar de Gao dans la zone aéroportuaire le 8 septembre dernier.



Le Colonel-major Souleymane Dembélé mentionnera également l'attaque complexe des véhicules piégés, avec plusieurs terroristes à bord de véhicules et de motos, dans la localité de Bourem le 12 septembre 2023. S'ajoutent à cela l'incident aérien survenu le 9 septembre 2023 au Nord de Gao, impliquant un aéronef de l'Armée de l'Air malienne, ainsi que l'attaque contre une force anti-terroriste à Dialakoroba et celle des emprises FAMA à Léré le 17 septembre 2023.

Une fois de plus, le Colonel-major

Dembélé a rappelé que les Forces Armées Maliennes invitent tout le monde à la vigilance et à la retenue face aux tentatives de propagande, d'intoxication et de désinformation dont le seul but est de semer le chaos, la haine, la division et la désolation dans notre pays.

Il convient de souligner que cette rencontre vise à éclairer la presse sur la situation sécuritaire du mois de septembre sur les différents théâtres d'opérations et les activités menées au niveau du Ministère de la Défense et des Anciens Com-

battants ainsi que de l'État-Major Général des Armées. Cela permet aux populations d'avoir une meilleure visibilité et compréhension afin qu'elles apportent leur soutien à leur Armée qui travaille sans relâche pour accomplir les missions qui lui sont assignées, à savoir la protection des personnes et de leurs biens, en particulier la sauvegarde de l'intégrité du territoire national.

■ Binadjon Doumbia

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION, DE COMMUNICATION, D'ACTUALITÉ ET DE PENSÉE

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{ème} Malikié
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER

Journal Arcenciel Mali



Mawlid : beaucoup de prêches n'ont pu se faire à cause des coupures de courant.

Hamadou Sylla



Eurogentfor ou la Force Spéciale française qui exécute les attaques complexes au Mali depuis 2012 ... Les Officiers qui ont servi sous Bazoum livrent des secrets graves!

Sahara Tarzan



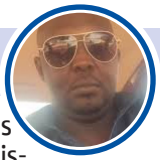
Les écoles privées vous volent en vous faisant payer les frais de la réinscription... Stop

Sekou Konare

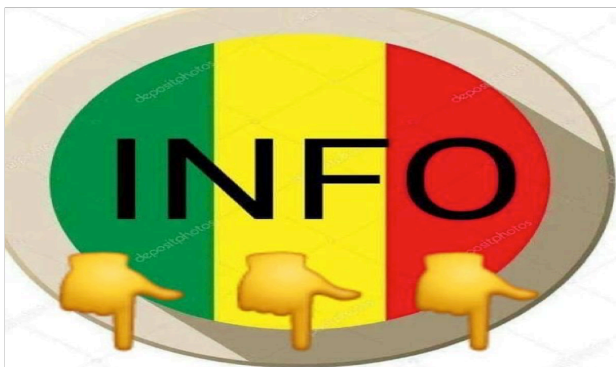


Vouloir faire taire tout le monde, est une erreur monumentale.

Almamy Maiga



L'attaque a eu lieu ce soir aux alentours de 19h, dans la boutique de Yelly Bidia Cissé à Somankidy, il y a eu 4 blessés.
Lieu: Somankidy, 25km de kayes
Commune: Somankidy
Arrondissement: Same
Cercle: Kayes
Source habitant de Somankidy



Wassa TV



#POLITIK | Mamadou Oumar Sidibé

Considérant que l'élection présidentielle est le scrutin qui va acter la fin de la transition et le retour à l'ordre constitutionnel, la direction de ANW KO FASOKO salue cette volonté manifeste des Autorités de la Transition, qui fût un vœu de notre plate-forme.

La plate-forme ANW KO FASOKO avait demandé la tenue de l'élection présidentielle conformément aux engagements pris par les Gouvernement. Il prend acte de leur décision d'un léger décalage du scrutin présidentiel pour les raisons évoquées dans ledit communiqué.

Il exhorte le Gouvernement et l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) à donner rapidement de nouvelles dates pour la tenue de l'élection présidentielle en accord avec les parties prenantes, participant au processus électoral.

Extrait du communiqué de la plateforme sur le report des élections présidentielles



Airs d'Afrique+



Alpha Blondy, de son vrai nom Seydou Koné, est un chanteur auteur-compositeur et musicien reggae ivoirien. Alpha Blondy est considéré comme l'un des artistes les plus emblématiques et influents d'Afrique.

Fils aîné d'une famille de huit enfants, Alpha Blondy a été élevé par sa grand-mère.

En 1962, il retrouve sa mère à Korhogo ; celle-ci l'emène à Odienné où son mari travaille pour la Compagnie française de Côte d'Ivoire, la CFCI. Seydou Koné passe dix ans à Odienné, où en 1972, il préside la section locale du Mouvement des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI). On l'appelle Elvis Blondy. La même année, il part pour la classe de seconde au lycée normal de Korhogo. Élève inscrit à l'internat, l'adolescent forme un groupe avec plusieurs de ses amis.

En 1973, Seydou Koné s'installe au Libéria à Monrovia. Il y reste treize mois, prenant des cours pour maîtriser l'anglais et donnant des leçons de français. Il rentre ensuite en Côte d'Ivoire.

En 1976, il déménage à New York aux États-Unis. Il s'inscrit dans une première école, la Geneva School of business, où il suit pendant trois mois des leçons d'anglais commercial. Puis il s'inscrit au Hunter College pour prendre des cours de langue accélérés et passer avec succès le test qui lui permet enfin de s'inscrire à l'American Language Program de l'université Columbia. Mais peu après, il abandonne sa formation, quitte New York et déménage à Waco, au Texas.

Il rencontre le Jamaïcain Clive Hunt (en), qui lui présente The Sylvesters, un groupe formé par une famille de Dominicains qui joue régulièrement dans les petites salles de l'État de New-York. Espérant enfin réussir, Blondy quitte le Texas et commence à se produire en première partie des Sylvesters. Il chante ses propres compositions, dont Burn Down the Apartheid, Bory Samory (publié en 1984 sur Cocody Rock) ou War, de Bob Marley, en français.

Jagger (son autre surnom) enregistre huit chansons, sous la houlette de Clive Hunt, au studio Eagle Sound à Brooklyn mais le disque ne voit jamais le jour.

Après quatre ans passés aux États-Unis il rentre en Côte d'Ivoire au début des années 1980.

En 1981, Roger Fulgence Kassy lui propose de passer dans l'émission qu'il présente à la télévision ivoirienne (la RTI), Première chance. Les deux hommes se connaissent de longue date. Adolescents, ils se retrouvaient en effet à Abidjan pendant les grandes vacances.

Devant l'engouement suscité par le passage à la télévision, Georges Benson propose au chanteur de produire son premier album. Ce sera Jah Glory, qui sort fin 1982, début 1983 sur le label africain Syllart Records du producteur Ibrahima Sylla. Sur l'album, un titre que Benson hésite à mettre : Brigadier Sabari. La chanson (dont l'intitulé peut se traduire par la supplication «Brigadier, pitié !») dénonce les violences dont la police est coutumière. Le titre fait un tabac en Côte d'Ivoire et dans toute la région. Elle le fait connaître en Europe.

Alpha Blondy chante au sein du Collectif Paris Africa (avec la participation de 60 artistes) sur le morceau Des ricochets au profit de l'action de l'UNICEF pour les enfants de la Corne de l'Afrique (2011).

En 2014, il chante On n'oublie pas (écrit par Serge Bilé) avec plusieurs artistes et personnalités dont Jocelyne Béroard, Tanya Saint-Val, Harry Roselmack, Admiral T, Jean-Marie Ragald et Chris Combette. Cette chanson est un hommage aux 152 victimes martiniquaises du crash du 16 août 2005, afin de ne pas oublier cet événement et d'aider l'AVCA (Association des Victimes de la Catastrophe Aérienne) à récolter des fonds.

Le 14 février 2015, il inaugure sa radio FM à Abidjan : Radio Alpha Blondy FM 97.9

L'artiste alpha blondy est l'un des artistes le plus populaire et le plus influents d'Afrique et du monde.



Manou Maïchanou



Indulgence à ces petits anges qui, en partant à l'école ou en rentrant de l'école seront obligés de traverser les goudrons. Laissons-les passer d'abord

Moussa Baba Coulibaly



Pourquoi je ne fête pas mon anniversaire ? C'est ton problème me diriez-vous. Oui c'est mon problème. Comment pourrais-je fêter un anniversaire alors qu'au même moment un de mes frères, soldat, se bat pour ma sécurité.

Certains meurent (RIP) d'autres sont blessés ou handicapés à vie (hé Allah). Ils sont morts pour que mes enfants et moi vivions en paix.

Mon anniversaire pourrait coïncider avec l'anniversaire d'un frère d'arme au front en train de courir derrière l'ennemi de jour comme de nuit avec comme cadeau d'anniversaire, pas les gâteaux ou la boisson fraîche, mais la fatigue, peut-être la soif, peut être aussi la faim, probablement sans aucun message de joyeux anniversaire de son épouse ou de ses enfants parce que papa ou le mari est occupé à défendre le pays. Papa n'a pas le temps pour les selfies ou caqueter sur les réseaux sociaux parce qu'il ya urgence.

Non je ne peux pas fêter dans ces conditions où chaque jour est un défi pour rester en vie. Honneur à vous dignes fils du pays. Gloire aux FAMAS.

Alioune Ifra Ndiaye



Si je suis maire, je mettrais en place un service sécurisé de livraison des cartes NINA à 10 000 FCFA. Il y'a des niches-recettes comme ça pour les mairies. Soyons inventifs!

Ammy Baba Cisse



« Il ne reste personne dans le gouvernement à part les militaires et leurs amis. Il faut associer tout le monde » Me Cheick Omar Konaré

Generation Michael Jordan



Avec une fortune estimée à 3 milliards de dollars suite à sa vente des parts des Hornets, Michael Jordan devient le premier sportif de l'histoire à intégrer le Top 400 de Forbes des plus grosses fortunes américaines.



Claudy Siar

2 h ·

URGENT : Au #Mali l'armée Malienne (#fama) vient de commencer sa plus grande offensive contre les ennemis du pays présents au Nord du Mali. Tous les corps et matériels sont engagés dans le combat : avions, drones, blindés, hélicoptères, chars et troupes au sol. C'est la plus importante opération militaire aéroterrestre dans l'histoire du Mali post-colonial



6 286

1100 commentaires 855 partages

■ LSI AFRICA

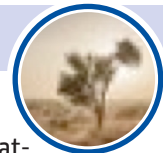


@lsiafrica

#NIGER : au moins 84 soldats ont été tués en 5 jours (28 sept - 02 octobre). · kandadji : 22 soldats tués · Imbalagane : 33 soldats tués · Takanamatt 29 soldats tués (bilan pourrait atteindre 55 morts). Depuis le 26 juillet 2023, en lieu et place de l'armée nigérienne, c'est l'État islamique dans le Grand Sahara qui monte en puissance. #EIGS



■ Hervé Doumbia



@almouslime

Mali Niger : dans un communiqué attribué au ministre nigérien et ancien chef rebelle Rhissa Ag-Boula, ce dernier appelle ses fidèles à rejoindre la lutte de la CMA au Mali. Il appelle également ses hommes au Niger à rester mobilisés pour la libération du Président Bazoum.



■ Alassane Souleymane



@SouleymaneGm

A KIDAL, Aguel hoc, Tessalit, In Khaboul, In Lil, Tinissako, Abeibara, de milliers de citoyens maliens attendent le retour de l'armée malienne, pour leur redonner l'espoir de vivre dans la paix et la prospérité. Le Mali est une nation arc en ciel enviée de tout le continent et au delà.

COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



INPS.Mali



@INPS_Mali

Mali**Sinko Coulibaly refuse la main tendue**

Après avoir pris congé de l'armée au profit d'une carrière politique, le Général Moussa Sinko reste égal à lui-même 5 années après sa décision historique.

Ceux qui pourraient penser que le jeune officier supérieur en retraite a regretté son choix peuvent se référer à la réaction de son parti suite à la décision des autorités de reporter l'élection présidentielle précédemment annoncée pour février prochain. Le communiqué du parti qu'il préside, le LCD, est sans équivoque sur les exigences d'un retour à l'ordre constitutionnel et le rejet de tout ajournement. Après les revers subis dans l'arène politique lors des dernières élections générales, l'ancien ministre de l'administration territoriale ne manque pourtant pas d'occasion de battre en retraite vers une carrière militaire précocement interrompue. Il lui est notamment loisible de sauter sur l'opportunité que lui offre un récent décret des autorités de transition qui préconise le recours aux officiers de réserve pour faire face aux équations sécuritaires du pays. Il s'agit en outre d'un décret très attractif en ce sens qu'il est question de leur accorder les mêmes avantages contenus dans le statut particulier des militaires. Même s'il n'a pas le choix en cas d'entrée en vigueur du texte, Moussa Sinko aura démontré sa solidité de son option pour une vie civile et politique. Il est pourtant l'unique officier de son rang démissionnaire.

Source: Le Témoïn

**Conteneurs au port de Dakar :
Des pénalités suspendues**

Le Port autonome de Dakar et Dubaï Port World, font un geste en faveur des importateurs maliens. Ils ont convenu de suspendre les frais de pénalités de magasinage sur la période du 1er août au 20 octobre 2023.

Dans la copie d'une lettre parvenue au Conseil malien des chargeurs (CMC), le Port autonome de Dakar (PAD) et Dubaï Port World (DPW) ont accédé à une doléance majeure de leurs partenaires maliens.

Ils ont convenu de l'annulation ou d'une suspension des pénalités de magasinage sur les conteneurs pleins de produits secs à l'import, présents dans le terminal et sans delivery DPW et qui seront enlevés durant la période précitée. Cette mesure s'étend du 1er août au 2 octobre 2023. Pendant ce temps, précise la lettre, les clients sont invités d'accélérer les formalités d'enlèvement de leurs conteneurs.

Cette mesure qui peut être vue d'un point commercial comme une offensive de charme ou de marketing fait partie des nombreuses doléances des opérateurs économiques maliens. Sous la bannière du Conseil malien des chargeurs (CMC), une grande mission a séjourné à Dakar du 19 au 23 juillet 2023 au nom du secteur du commerce et des transports.

Au cours de cette mission, la délégation conduite par le président du CMC, Bakissima Sylla, et composée de Jean Dakoua son vice-président, du président de la Fédération des transitaires en douane agréés du Mali (Fetram), Souleymane Baba Traoré, entre autres, a eu des pourparlers sur les points de doléances avec les autorités du Port



autonome de Dakar, de Dubaï Port World, du ministère sénégalais des Transports, des armateurs, etc.

A l'occasion, les partenaires portuaires se sont engagés à satisfaire bien des préoccupations soulevées. C'est ainsi que certaines d'entre elles ont eu des échos favorables immédiatement après la mission. Il s'agit par exemple, de l'ouverture des guichets d'Orange Money pour mettre fin à la lenteur observée dans le paiement des factures des compagnies maritimes.

La disposition portant suspension pour plus de deux mois, les pénalités de magasinage sur les conteneurs pleins faisaient aussi partie des dites doléances.

Abdrahamane Dicko
Mali Tribune

Situation des sourds-muets au Mali : JDH sonne l'alerte

Au Mali, il existe une loi pour l'inclusion des personnes vivant avec un handicap. Cependant, malgré les déclarations générales, beaucoup reste à faire. Journalistes pour les droits humains (JDH), avec d'autres acteurs, veut faire vivre l'inclusion.

Samedi dernier, le siège de l'Association malienne des sourds a servi de cadre pour une session d'échange, de partage d'expérience et d'engagement des réseaux de journalistes des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement et le réseau des journalistes et le consortium Card pour les droits humains dans le cadre du projet "Nous avons aussi des droits".

La rencontre entre les membres de l'association des sourds muets, JDH, le consortium Card, et le réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement, Remapsen vise à travailler à l'inclusion des personnes vivant avec handicap, notamment les sourds et les malentendants.

La rencontre entre les membres de l'Association des sourds muets, JDH, le consortium Card et le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (Remapsen) vise à travailler à l'inclusion des personnes vivant avec handicap, notamment les sourds et les malentendants.

Le président de l'Association des sourds muets du Mali (Amasourd), Famory Konaté, tout en se félicitant de l'intérêt des journalistes pour eux, a sollicité leur implication pour la promotion de la loi 052 sur la prise en compte des handicapés. Pour lui, les handicapés, au Mali, ont des problèmes de communication dans les hôpitaux.

La présidente du Remapsen, Fanta Diakité, dans son intervention, a reconnu que la barrière de langue ou de langage limite l'accès des handicapés aux services de santé. "Notre rôle est de relayer les maux pour que les autorités puissent en être informées", dira-t-elle.

"Ce sont des difficultés. Leurs droits à la santé, à l'information sont compromis. Nous prenons l'engagement de les soutenir afin de surmonter ces difficultés", a ajouté Moro Siaka Diallo, responsable projet JDH au Mali.

"Nous allons inciter nos journalistes à produire sur cette problématique. Nous allons remplir notre part du contrat et cela se fera en abordant les questions d'inclusions et de participation pour soutenir l'accès à l'information et aux services sociaux de base", a ajouté Moro Siaka Diallo.

Aminata Agaly Yattara
Mali Tribune



Ça se passe au grin : La non surprise du report des élections

Visiblement le report annoncé par la transition a été un non-événement au grin. Le contraire aurait été ahurissant. Les membres, peu surpris par cette annonce, s'y attendaient depuis fort longtemps.

D'ailleurs ils avaient même signalé cela en disant que les colonels sont condamnés à rester au pouvoir. "Le temps où ils devaient quitter le pouvoir est révolu et ils ont trop d'ennemis sous silence aujourd'hui", expliquent-ils.

Les autorités de la Transition ont annoncé, lundi 25 septembre, le report de la présidentielle, initialement prévue en février 2024 et censée marquer le retour des civils à la tête du pays. Les dates initialement retenues du 4 et du 18 février 2024 pour les deux tours sont reportées.

Les autorités devraient annoncer les nouvelles dates de l'élection présidentielle après concertation avec l'Autorité indépendante de gestion des élections (Aige).

Cela prouve à suffisance, aux yeux des membres, que les colonels n'ont plus besoin de dissimuler leurs ambitions. Toutefois, au grin, ils reconnaissent que la Transition n'a plus le choix. Ils pensent qu'elle a atteint le point de non-retour.

A les croire, les fronts sont nombreux et la Transition ne peut pas déposer sans les dénouer, à savoir aller à la rupture de l'Accord d'Alger, la rupture avec certaines institutions internationales, la rupture avec certains pays, la guerre contre les terroristes, entre autres. S'ils partent maintenant tout risque de retomber sur eux.

Ibrahima Ndiaye
Mali Tribune





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Attaque contre les camps et exposition des corps

Les groupes armés viennent de franchir le Rubicon



Depuis quelques jours, une propagande indigne et inhumaine menée par les groupes armés rebelles du nord sévit sur les réseaux sociaux avec l'exhibition des corps de militaires faits prisonniers. Cette attitude ne respecte aucun principe humanitaire et encore moins celui de la guerre.

Même en Ukraine, où Kiev et le Kremlin se battent et où il ne se passe pas une journée sans qu'il y ait des morts, les soldats tombés au front ainsi que ceux faits prisonniers ne font pas la une des réseaux

sociaux. Il existe un minimum de respect pour l'être humain, qu'ils soient morts ou capturés. Au Mali, ce principe n'existe pas chez les groupes armés rebelles du Nord qui ont repris les armes depuis un mois.

Rappelons également que l'opération spéciale menée fin mars 2023 à Mourra, au centre du pays, par les Forces armées maliennes contre les groupes terroristes, qui a permis de neutraliser près de 200 terroristes, n'a jamais fait l'objet de propagande ni de partage d'images sur les réseaux sociaux jusqu'à ce jour.

Cependant, une telle pratique est devenue monnaie courante en République du Mali depuis que les groupes armés rebelles, notamment la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) et ses alliés du Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD), ont repris les armes contre les FAMA.

Rappelons que ces hostilités ont commencé suite à l'annonce du départ des forces onusiennes de la MINUSMA et à la décision des FAMA de récupérer les bases militaires

des casques bleus. C'est dans ce contexte que la base de la MINUS-MA de Ber a été cédée aux FAMA, ce qui n'a pas été du goût des groupes armés qui ont tenté une vaine incursion.

Face à la récupération de ces camps, perçue comme une menace pour leurs intérêts stratégiques, une entreprise diabolique d'harcèlement et d'attaque des camps et des biens a été lancée, notamment dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal, afin d'empêcher le retour de l'armée dans ces zones.

Cela s'ajoute à la capacité de nuisance de ces groupes armés et terroristes qui ont décidé d'attaquer simultanément les différents camps des FAMA et les civils. Après l'embuscade près du camp de Ber, ont suivi les attaques contre le bateau de Tombouctou, les camps d'Acharane, Bourem, Léré, Dioura, semant désolation, panique et psychose au sein de l'opinion nationale.

Aujourd'hui, cette violence des groupes armés du CSP, d'une rare méchanceté, atteint son paroxysme avec la propagande diffusée sur les réseaux sociaux. Depuis quelques jours, des images montrant des militaires en souffrance et des prisonniers après l'attaque des camps sont partagées sur les réseaux sociaux avec des slogans tels que «Azawad». On peut voir des corps gisant au sol sans aucun soin administré. Ces images d'une rare atrocité ont fait le

tour du monde, suscitant l'émoi et la désolation chez les Maliens, en particulier les familles des victimes. «La CMA vient de franchir la ligne rouge de l'impardonnable». Il faut le dire sans détour : les groupes armés ont franchi le seuil de l'impardonnable dans cette crise. On peut parler d'une répétition du passé au vu du degré d'irresponsabilité et d'inhumanité manifesté par ces groupes armés rebelles à travers la publication de telles vidéos et photos.

Ces images ne cherchent pas à inciter à la vengeance, mais elles évoquent l'histoire et réveillent le démon rebelle qui sommeille en chaque individu. Pour quelle raison de telles images sont-elles mises en public ? Certainement pour toucher l'orgueil du soldat malien qui a donné sa vie sans relâche pour que la mère patrie, le Mali, existe. Et pour ce sacrifice, le soldat malien, tout comme tout autre Malien, mérite le respect, y compris dans sa sépulture.

Ces images rappellent la triste visite de l'ancien Premier Ministre, Moussa Mara, à Kidal, qui est encore vivace dans la mémoire des Maliens. Même si les différents dialogues et accords tentent de réconcilier les Maliens, les dernières images publiées sont loin de calmer les esprits désormais révoltés.

Le 17 mai 2014, lors de la visite du Premier ministre malien Moussa Mara, la ville de Kidal a été secouée

par des combats entre l'armée et les rebelles touaregs. Ces groupes armés ont exécuté des fonctionnaires et des militaires. Cette attitude reste vivace lorsque l'on voit certaines images de soldats maliens encore traînés et humiliés par les mêmes groupes armés de la CMA, ce qui appelle à une profonde réflexion sur les véritables intentions de ces groupes armés.

Les organisations des droits de l'homme et la communauté internationale sont interpellées

Face à cette atrocité et à cette humiliation envers le soldat malien, il est nécessaire de mener des enquêtes pour retrouver les coupables afin d'éviter une vengeance historique de la part du soldat malien. C'est pourquoi il est important que les autorités de la transition, tout comme elles ont l'habitude d'être interpellées sur les opérations menées par les FAMA en ce qui concerne le respect strict des droits de l'homme et du droit international humanitaire, exigent des comptes aux groupes armés de la CMA afin de rétablir la justice.

Dans cette optique, la CNDH, l'ONU et les autres organisations sont toutes interpellées pour faire la lumière sur ces images afin de déterminer les responsabilités et éviter que les FAMA ne succombent à une colère irréparable.

■ Binadjan Doumbia

Création d'une Agence de Notation Panafricaine : Impact positif sur le Mali

L'évaluation financière des pays est une étape qui influence leur accès aux marchés internationaux et le coût de leurs emprunts. Cependant, les agences de notation internationales suscitent des inquiétudes quant à l'évaluation des risques de crédit des pays africains. Face à ces préoccupations, l'Union africaine (UA) envisage de créer sa propre agence de notation financière panafricaine en 2024, ce qui pourrait avoir des répercussions positives sur les facilités d'endettement du Mali et d'autres nations africaines.

Les agences de notation internationales telles que Moody's, Fitch et S&P Global Ratings jouent un rôle important dans la

détermination de la solvabilité des pays. Leurs notations influencent le coût des prêts et des obligations souveraines des États. Cependant,

de nombreux dirigeants africains estiment que ces agences n'évaluent pas équitablement le risque de crédit des pays africains et qu'elles



sont enclines à les rétrograder abusivement en période de crises, telles que la pandémie de Covid-19, de mouvements politiques comme les coups d'États, ou de situations sécuritaires dégradées.

En 2020, par exemple, 56 % des pays africains notés par au moins l'une des grandes agences d'évaluation ont vu leur notation dégradée, contre une moyenne mondiale de 31 %. Selon les dirigeants africains, au moins 20 % des critères de notation des pays africains sont fondés sur des facteurs subjectifs, culturels ou linguistiques, sans lien avec les paramètres économiques. Cette situation entraîne une augmentation du coût du crédit accordé aux pays africains.

L'initiative de l'UA : créer une agence de notation africaine

Face à ces préoccupations, l'Union africaine envisage de créer une nouvelle agence de notation financière panafricaine. Cette agence serait

basée sur le continent africain et émettrait ses propres évaluations des risques liés aux prêts accordés aux pays africains. Son objectif principal serait d'ajouter un contexte aux informations que les investisseurs prennent en considération lorsqu'ils octroient des prêts ou achètent des obligations souveraines.

Misheck Mutize, expert principal sur les agences de notation financière auprès de l'UA, interrogé par l'agence Ecofin, a souligné que l'objectif n'était pas de remplacer les grandes agences internationales, mais plutôt d'offrir une diversité d'opinions aux investisseurs. Il a noté que les grandes agences internationales prenaient en compte les avis d'autres agences de notation plus petites, reconnaissant leur avantage dans la compréhension des dynamiques nationales.

L'UA espère lancer cette nouvelle agence de notation financière en

2024, avec un soutien croissant du secteur privé. Cette initiative vise à réduire la dépendance des pays africains à l'égard des évaluations des agences internationales et à fournir une perspective plus équilibrée des risques de crédit en Afrique.

Des répercussions positives pour le Mali

En 2019, Moody's a attribué au gouvernement de la République du Mali une note d'émetteur B3 en monnaie locale et en devises. Cette notation reflète la perception de la solvabilité du pays à ce moment-là. En septembre 2020, la situation économique du Mali s'est détériorée, conduisant Moody's à dégrader d'un cran la note souveraine du pays, passant de "B3" à "Caa1". De plus, la perspective de notation est passée de "stable" à "négative", indiquant une incertitude accrue quant à l'avenir économique du Mali. Cependant, après une revue en février 2021, Moody's a ramené la perspective de no-

tation de “négative” à “stable”.

Cette décision a reflété un certain rétablissement de la situation économique du Mali. Malheureusement, en février 2022, la note souveraine du Mali a été de nouveau dégradée, passant de Caa1 à Caa2. De plus, l'agence a mis le Mali sous surveillance. La perspective associée à cette note était négative, indiquant des préoccupations continues concernant la stabilité économique du pays.

Toutefois, en septembre 2022, Moody's a pris une mesure positive en modifiant la perspective du Mali de “Négative” à “Stable”. La notation est restée à Caa2. Cette décision a été basée sur plusieurs facteurs, notamment la levée des sanctions économiques et financières, le règle-

ment de l'intégralité des impayés de la dette publique et le paiement des intérêts de retard aux investisseurs. Ces mesures ont réduit de manière significative les pertes subies par les investisseurs.

Dans ce contexte, la création de cette agence de notation africaine pourrait donc avoir des répercussions positives sur les facilités d'endettement du Mali et d'autres nations africaines. En remédiant aux inquiétudes concernant l'équité des notations, elle pourrait contribuer à réduire les coûts d'emprunt pour ces pays. De plus, en offrant une meilleure compréhension des dynamiques économiques et des opportunités de financement en Afrique, cette agence pourrait attirer davantage d'investisseurs et stimuler le développement économique.

En définitive, l'initiative de l'UA représente un effort pour diversifier les voix et les perspectives dans le domaine de l'évaluation des risques financiers en Afrique. Elle vise à offrir aux investisseurs une vision plus complète et équilibrée des opportunités d'investissement sur le continent. Pour le Mali et d'autres pays africains, cela pourrait signifier un accès plus favorable aux marchés internationaux de financement et des coûts d'emprunt réduits, contribuant ainsi à renforcer leur stabilité financière.

■ Etienne Fakaba Sissoko
Mali Tribune

Droit de l'enfant : Le plaidoyer pour l'harmonisation des textes

L'hôtel millenium de Bamako a servi de cadre, ce vendredi 29 septembre 2023, à l'ouverture des travaux de la session de plaidoyer auprès du gouvernement pour l'harmonisation des politiques et des plans d'actions nationaux avec les textes internationaux sur les droits des enfants, notamment les filles. Placée sous la présidence de Dr Boubacar Sidiki Diarra, secrétaire général du ministère de la justice et des droits de l'homme, cette session s'inscrit dans le plan d'action annuel de Fawe-Mali à travers son programme break-free.

Ladite session s'est tenue en présence de Abdallah YATTARA, maire de la commune IV du district de Bamako ; de DIALLO Fatoumata CAMARA, présidente de l'ONG FAWE ; du représentant du ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ; de celui du plan international Mali ; ainsi que ceux de la société civile.

Elle a permis aux acteurs du programme de faire un plaidoyer auprès de certaines structures gouvernementales en vue d'une harmonisation des normes, politiques et plans nationaux sur le droit des enfants avec les textes internationaux.

Les structures concernés par cette session de plaidoyer sont entre

autres : la primature ; le ministère de la justice et des droits de l'homme ; celui de l'éducation nationale ; le ministère de la jeunesse, des sports et de la construction citoyenne ; celui de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille.

Ainsi, en vue d'inciter le gouvernement à respecter la totalité de ses engagements, bien que des efforts aient été fournis, ONG FAWE, au cours de cette session, a réexposé les défis liés aux droits des enfants ; et la faible mobilisation de l'Etat vers les engagements pris sur le plan international pour l'harmonisation des textes, lois, politiques et plans d'actions.

Aussi, la présidente du FAWE, par

cette occasion a rappelé que de nombreux dirigeants et organisation de la société civile avaient appelé le gouvernement à doubler d'effort pour le respect desdits engagements dans le but d'atteindre davantage les personnes défavorisées notamment les filles et les femmes en encourageant des actions et des innovations d'échelle nationale et locale afin d'accélérer le progrès.

Pour sa part, le représentant du ministère de la justice et des droits de l'homme s'est dit perceptible à ce rappel des obligations contenues dans les traités et conventions auxquels le département a librement et pleinement souscrit.

A cet effet, il a tenu à rappeler l'en-



gagement des autorités politiques du pays à protéger et à promouvoir les droits des enfants en générale et ceux de la fille en particulier.

Selon le M. DIARRA les actions mener pour y parvenir sont, entre autres : le politique national genre

; les actions de scolarisation des filles et leurs maintien à l'école ; lutte contre le mariage d'enfants et le mariage forcé; lutte contre les mutilations génitales féminines et les violences basés sur le genre de façon générale.

Ladite session a été aussi marquée par un panel sur les défis liés aux droits des enfants et les actions menées par les structures concernés pour défendre leur droit.

■ **PARAMINA SISSOKO**
Info Matin

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Mambet Touré

« L'hôpital Gabriel Touré est en train de faire face à de graves problèmes en raison des grèves intempestives des travailleurs malhonnêtes... L'État doit prendre ses responsabilités. »



Le mardi 3 octobre 2023, les travailleurs du CHU Gabriel Touré ont tenu une assemblée générale d'information suivie d'une conférence de presse pour faire la lumière sur les grèves intempestives qui sévissent au sein de leur

établissement depuis 5 mois et qui causent de nombreux dégâts.

Cela fait suite à une série de grèves illimitées et absurdes déclenchées par certains individus du CHU Gabriel Touré au nom de leur syn-

dicat, obligeant certains de leurs collègues à suivre le mouvement. Il convient de souligner que ces soi-disant syndicats ne comptent pas plus de 10 personnes sur un total de 747 travailleurs de l'hôpital.



Selon le secrétaire général du Syndicat National de la Santé, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Famille (SNS/AS/PF), M. Mambet Touré, lui-même et ses camarades ne participent pas à ces grèves absurdes au Gabriel Touré. Il affirme que son syndicat est le seul reconnu par l'administration et les travailleurs, et qu'ils sont donc au service de la nation tous les jours.

En effet, les travailleurs du CHU Gabriel Touré en ont assez de ces grèves sans objet ni sens, déclenchées uniquement par certains individus malhonnêtes pour mener leur combat contre le directeur général actuel, M. Sanogo. C'est pourquoi M. Touré et ses camarades ont boycotté ces grèves intempestives, ce qui

a pour conséquence que les salaires, les primes et les ristournes ne sont toujours pas versés.

«L'hôpital Gabriel Touré souffre, les patients et les travailleurs en souffrent également. L'hôpital Gabriel Touré est en train de se diriger droit vers le mur à cause des grèves intempestives des travailleurs malhonnêtes sans foi... Nous exigeons que l'administration retienne les salaires des grévistes. Désormais, nous ne laisserons personne détruire Gabriel Touré à cause de grèves sauvages. Chers camarades, nous vous invitons à rester unis et à continuer de travailler comme si de rien n'était, en apportant sourire et espoir à nos patients qui ont tant besoin de nous. Ayons

le courage de dénoncer les faux syndicalistes qui ternissent l'image de l'hôpital. Il est temps que l'État prenne ses responsabilités, nous ne pouvons plus continuer dans ce désordre...» s'emporte Mambet Touré.

Selon M. Seriba Diawara, le gouvernement doit prendre des décisions fermes contre les auteurs de ces grèves absurdes en remplaçant désormais les médecins et les professeurs grévistes par des médecins militaires. De plus, il faudra envisager de muter tous les mauvais travailleurs de Gabriel Touré qui ont plus de cinq (5) ans de service...

■ **Bokoum Abdoul Momini**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Politique :

Le cri de cœur des dirigeants africains à l'ONU

En écoutant les dirigeants africains s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies cette année, le message était catégorique et unanime : le continent ne veut plus être victime de l'actuel ordre mondial. Il se veut une puissance mondiale en soi avec laquelle il faut désormais collaborer et non un terrain de jeu des puissances.

La majorité des pays africains a vécu une vie d'indépendance de plus de 60 ans et le continent avec plus de 1,3 milliard d'habitants est plus que conscient des défis qui étouffent son développement. Ces dernières années, l'Afrique a fait preuve d'audace en siégeant au G20, et elle a sûrement montré clairement sa capacité à devenir une puissance mondiale, grâce à ses efforts pour lutter contre le changement climatique même si elle contribue de loin le moins au réchauffement climatique.

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies, la Banque africaine de développement a mobilisé certains dirigeants politiques et économiques lors d'un événement intitulé "L'Afrique imparable", une expression considérée comme reflétant les aspirations du continent.

Avec le plus grand bloc de pays aux Nations unies, les dirigeants africains exigent de plus en plus une plus grande voix dans les institutions multilatérales. Ces exigences vont s'accroître à un moment où le continent est courtisé par les grandes puissances et dans un contexte de concurrence géopolitique croissante.

Mais avec une population jeune qui devrait doubler d'ici 2050, l'Afrique est la seule région en croissance rapide où ses habitants s'appauvrissent. Elle fait face à de graves défis de gouvernance.



Certes, le monde s'intéresse de plus en plus à l'Afrique et à la manière dont elle contribue aux défis mondiaux actuels, et il existe certainement un potentiel pour que l'Afrique s'affirme davantage et conduise un changement progressif et plus juste dans le système mondial.

Cependant, le continent dépend fortement de l'aide étrangère pour ses besoins de développement, recevant la plus grande part de l'aide mondiale totale. Pourtant, elle

continue de souffrir d'un système financier mondial qui oblige ses pays à payer huit fois plus que les pays européens les plus riches, ce qui entraîne une augmentation de la dette, qui ronge ce qui reste des recettes publiques en baisse.

La capacité de l'Afrique ne réside pas seulement dans sa population mais aussi dans ses riches ressources naturelles. Toujours est-il que parler d'une voix collective est entravé par des politiques nationales plutôt que

régionales. Le principal obstacle au développement de l'Afrique est sa fragmentation en plus de 50 pays.

Alors que les dirigeants africains parlaient avec enthousiasme du continent en tant que force sur la scène mondiale, il est certain que les dirigeants doivent d'abord commencer par faire bénéficier leurs peuples des dividendes de leurs politiques de gouvernance à l'interne.

Dans cette région richement dotée, au moins la moitié de ses 54 pays figurent parmi les 30 moins développés du monde, selon le dernier indice de développement humain des Nations unies. En Afrique, la corruption chronique et la mauvaise gouvernance ont privé des millions de personnes des avantages que procure le fait d'être le plus riche continent en ressources naturelles. Or, les peuples africains ne réclament que la réduction de la pauvreté, la stabilité des Etats, la sécurité, le développement sociopolitique et socio-économique et la bonne gouvernance.

Aussi, la seule grande organisation panafricaine – l'Union africaine – est incapable de diriger et de défendre efficacement le continent. En cette période cruciale où le continent est confronté à une

myriade de défis sécuritaires, il a besoin d'un leadership efficace et fort, doté à la fois de ressources humaines et naturelles, pour jouer un rôle de leader et diriger le continent dans le nouvel ordre mondial.

Si l'Afrique veut être prise au sérieux, ses dirigeants doivent s'attaquer aux graves défis auxquels le continent est confronté, y compris les défis tels que les conflits aigus dans plusieurs régions, dont certains sont motivés par le désespoir de la population face à l'incapacité à garantir la sécurité et une gouvernance de base acceptable par le peuple.

Ces mêmes dirigeants africains ne doivent mendier ni l'attention, ni le respect des autres ou même les supplier de s'associer avec eux. La prospérité de l'Afrique reposera sans doute sur la confiance des citoyens en leurs compétents dirigeants et le respect des gouvernants des pays du reste du monde.

Le monde traverse une période capitale, caractérisée par des changements importants dans la structure du pouvoir international. Pour être en mesure d'évaluer correctement les événements actuels, l'Afrique doit consacrer ses

énergies à déterminer les propriétés structurelles des changements en cours.

En outre, il appartient aux Africains de veiller à ce que l'agenda africain soit représenté et protégé de manière adéquate dans l'élaboration du nouvel ordre mondial. L'Afrique doit organiser sa politique et sa diplomatie internationale avec une compréhension claire de ce à quoi le continent est sur le point de faire face dans le monde.

C'est aux dirigeants africains de comprendre que bien que l'ordre mondial actuel tende vers la multipolarité, mais qu'il est déséquilibré du fait de la déconnection entre la géopolitique et la géoéconomie du monde. Au-delà du non-alignement, c'est à eux de dégager des stratégies pour rééquilibrer l'ambition unipolaire des puissances actuelles et œuvrer pour une véritable démocratisation des affaires mondiales. C'est à eux de défendre la place qui revient au continent dans l'architecture multipolaire émergente. Il est temps pour de leaderships visionnaires ambitieux, compétents et sérieux.

Cheick Boucadry Traoré
Mali Tribune

Lettre à grand-père : Autrefois avant d'aller en guerre

Oui cher grand-père ! L'humanité a toujours connu des guerres. Elles ont été cycliques et mécaniques ; intrinsèques à l'évolution humaine et à des dimensions différentes. Les conflits font partie de nous, de notre société. Des échanges de cadeaux et mots doux aux injures et coups, des balles jusqu'à des bombes... cette communication (échange émotif) a toujours existé. Douce souvent et des fois violente.

Et les hommes ont toujours étudié les guerres et les conflits. Dans notre for intérieur, celle que nous menons entre la hauteur et la bassesse, l'égo et l'humilité, la luxure et la chasteté, la peur et l'amour, l'ignorance et la connais-

sance, cette guerre individuelle (jihad nafs), le combat de l'âme et la conscience. Depuis cette guerre intérieure, jusqu'à son extériorisation d'avec les autres. Oui, cette guerre qui nous éloigne des autres et fait de nous des asociaux.

Et ensuite, quand elle prend une dimension collective pour uniformiser en elle, selon des consonances (sociales, politiques, religieuses et géographiques), elle commence une autre forme globale et crée un contraire à combattre et à vaincre.



30minutes.net

Elle, la guerre, alors prend des armes et communique désormais de la plus violente des manières et fait des victimes, veuves et orphelins. C'est ainsi qu'elle est cyclique et mécanique jusqu'au jour où la hauteur devient grande.

Oui grand-père ! Faut-il le rappeler, il y a deux cents ans, cette guerre d'appartenance entre la "Kadriya" et la "Tijaniya" entre le Fouta et le Macina ? Cette guerre de trois décennies et d'innombrables morts. Des embargos, des blocus, des sièges, de crime en crime. Ou faut-il parler de celle de moins 100 ans ? Oui grand-père ! Entre les 11 grains et les 12 grains. Ouf ! "Toi tu zikr-es une litanie 11 fois, moi 12 fois, je ne suis pas d'accord. Moi non plus et

puff ! On va en guerre" ! Et ça a fait des morts et des morts ! Triste !

Ah oui ! Grand-père ! Les causes qui ont fait les carnages d'hier ne peuvent pas être dites aujourd'hui. Un jour, dans 100 ans, quand celles qui sont menées présentement, se raconteront, il y aura des rires et des larmes. Seulement parce que des intellectuels ont manqué d'étudier les causes réelles et profondes et d'apporter des solutions réelles et profondes à ces carnages. On a cru à des "va-t'en guerre" pour des choses réellement jamais dites et on aurait sombré. Quelle qu'en soit l'issue, après une guerre, c'est l'échec.

Autrefois avant d'aller en guerre,

on faisait appel à des grands esprits pour qu'ils examinent, les causes profondes et invisibles et les acteurs réels et invisibles avant de déclarer si on va ou pas en guerre. Car on savait, une guerre n'est pas seulement les acteurs visibles mais les alliés invisibles. Et il fallait éviter de se jeter dans une mare dont on ignore la profondeur. C'était tout l'art de la guerre.

A mardi prochain pour ma 217e lettre.

Koureichy Cissé

Mali Tribune

Préparatifs du forum de Bamako : Abdoullah reçu en audience par Andogoly Guindo



Le forum de Bamako, un événement annuel de grande envergure, se prépare activement pour sa 24e session qui se tiendra au milieu de l'année 2024. Cet événement prestigieux vise à aborder les questions d'actualité de l'Afrique et du monde, et ses conclusions sont remises aux autorités afin de contribuer à l'amélioration de la gouvernance des pays participants.

Le thème choisi pour cette 24e session est «La Culture, facteur de Paix, de Sécurité et de Développement», mettant ainsi en avant l'importance de la culture dans ces domaines essentiels. Dans le cadre des préparatifs de cet événement majeur, le président de la Fondation Forum de Bamako, M. Abdoullah COULIBALY, a effectué une visite de travail auprès du Ministre de l'artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, M. Andogoly Guindo.

Cette rencontre entre le président Coulibaly et le Ministre Guindo avait pour objectif de garantir que les travaux préparatifs et les thèmes

abordés pendant le forum soient conformes aux attentes des plus hautes autorités de la transition. La culture, en tant que pilier essentiel du développement, de la paix et de la sécurité, nécessite une attention particulière de la part des dirigeants.

La réunion s'est déroulée le mardi 3 octobre 2023 au Ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme. Le Ministre Andogoly Guindo, connu pour son dynamisme et son engagement envers la promotion de la culture, a chaleureusement accueilli le président de la Fondation. Ils ont discuté en détail des objectifs et des attentes liés au forum de Bamako.

Le ministre était assisté par son chef de cabinet, M. Yamoussa FANE, qui était également présent.

Le forum de Bamako revêt une grande importance pour l'Afrique et le monde entier. En rassemblant des experts, des décideurs politiques et des acteurs de la société civile, il offre une plateforme unique pour

discuter des enjeux cruciaux et trouver des solutions innovantes. Grâce à cette édition axée sur la culture, le forum vise à renforcer la compréhension mutuelle entre les peuples, à promouvoir la diversité culturelle et à favoriser la coopération internationale.

Les préparatifs du forum de Bamako sont donc en cours, et les organisateurs mettent tout en œuvre pour garantir le succès de cet événement majeur. Les conclusions et les recommandations qui en découleront contribueront sans aucun doute à l'amélioration de la gouvernance et au développement de nos pays.

Le forum de Bamako, par sa portée internationale et son engagement en faveur de la culture, s'annonce comme un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui souhaitent participer à la construction d'un monde meilleur, plus pacifique et plus prospère.

La rédaction

Contribution

L'économie américaine sur une corde tendue

L'Amérique se trouve aujourd'hui au moment le plus critique de son histoire moderne. Elle est menacée d'un effondrement qui, s'il se produit, entraînera la majeure partie du monde dans sa chute.

La dette américaine a désormais, dans un contexte d'inflation élevée, de hausse des taux d'intérêt (la plupart des analystes économiques s'attendent à ce que la banque centrale américaine continue de relever les taux) et d'incertitude économique croissante, dépassé 33 mille milliards de dollars en septembre 2023 et s'élève à 124 % du PIB. Et le déficit du gouvernement général – c'est-à-dire le gouvernement fédéral et les collectivités locales – dépasse 7 % du PIB. Ce niveau d'endettement est plus de trois fois supérieur à celui de 2008 (10 mille milliards de dollars) et 10 fois supérieur à celui de 1990 (3,2 mille milliards de dollars). Les niveaux d'endettement des États-Unis ont considérablement augmenté ces dernières années, en particulier après une augmentation de 50 % des dépenses fédérales entre les exercices 2019 et 2021, selon les données du département du Trésor américain.

Cette dure réalité a conduit la Chambre et le Sénat à adopter, début juin 2023, la législation nécessaire qui relève le plafond des emprunts fédéraux tout en imposant certaines limites aux dépenses.

Ceci, bien sûr, a été fait afin d'éviter une faillite catastrophique du gouvernement, c'est-à-dire le scénario dans lequel le pays déclarerait défaut, incapable de payer ses créanciers et de payer les salaires et les retraites, ce qui aurait évidemment un impact négatif catalytique sur les marchés internationaux, ainsi



que dans l'économie américaine et mondiale, compte tenu de l'ampleur de la dette américaine.

L'accord sur la dette permet notamment de suspendre pendant deux ans, jusqu'au 1er janvier 2025, soit la période qui suivra les élections présidentielles extrêmement critiques pour la planète entière de novembre 2024, la limite maximale

d'emprunt du public américain (31,4 mille milliards dollars).

Cependant, la plus grande économie du monde s'est retrouvée une fois de plus confrontée à la perspective d'une fermeture du gouvernement. Ainsi, le Congrès a récemment adopté le projet de loi de financement à court terme pour éviter un «shutdown» du gouvernement

[c'est-à-dire la faillite des États-Unis] quelques heures seulement avant la date limite et garantit le financement jusqu'au 17 novembre, tout en excluant toute nouvelle aide à l'Ukraine. Une fermeture du gouvernement qui mettrait au chômage des dizaines de milliers d'employés fédéraux sans salaire et suspendrait divers services gouvernementaux commencerait à 00h01 le dimanche 10/1/2023. Une exception serait toutefois le personnel requis pour des fonctions étatiques telles que la défense, les fonctions de police ou d'autres fonctions vitales, qui resterait en service sans rémunération. Le récent accord de 45 jours visant à maintenir le gouvernement ouvert a fait naître un risque entre octobre et novembre, un point où il pourrait finir par causer davantage de dégâts aux chiffres du PIB du quatrième trimestre. Bloomberg Economics estime que chaque semaine de fermeture réduit d'environ 0,2 point de pourcentage la croissance annuelle du PIB, la plupart mais pas la totalité se rétablissant une fois le gouvernement rouvert.

Dans le même temps, en mars 2023, trois banques aux États-Unis d'Amérique ayant une activité importante dans le domaine de la technologie et des crypto-monnaies se sont effondrées. Il s'agit plus précisément de Silvergate Bank, de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Cela a été suivi par l'effondrement, le rachat et la fermeture d'une autre banque, First Republic Bank, en mai 2023.

Il y a actuellement 725 banques américaines sur la liste des décès de la FDIC. La pression exercée sur le secteur financier par les faillites bancaires reste une menace. La crise bancaire n'est pas un pro-

blème de qualité des conditions de crédit, mais est provoquée - désormais - par l'incapacité à financer la dette américaine en constante augmentation.

En outre, de nouvelles menaces menacent de faire dérailler l'économie américaine. La liquidation des actions en septembre a poussé le rendement des obligations à 10 ans à un sommet de 4,6 % depuis 16 ans. Des coûts d'emprunt plus élevés sur une période plus longue ont déjà fait chuter les marchés boursiers. Ils pourraient également mettre en péril la reprise du secteur immobilier et dissuader les entreprises d'investir.

En outre, de nombreux analystes financiers qualifient la réactivation imminente des prêts étudiants fédéraux, après la fin d'un gel pandémique de trois ans et demi, de choc potentiel pour l'économie. Près de 44 millions d'emprunteurs commenceront à payer en moyenne 393 dollars. Inévitablement, cela signifiera moins de dépenses ailleurs, du moins pour certains ménages.

Par ailleurs, depuis le 15 septembre, le syndicat United Auto Workers est engagé dans une grève historique contre les trois principaux constructeurs automobiles de Détroit: Ford, GM et Stellantis N.V., qui, selon une étude du groupe Anderson, a coûté en une semaine seulement à l'économie des États-Unis plus de 1,6 milliard de dollars.

Dans le même temps, les crises des prix du pétrole ont généralement, tout au long de l'histoire des États-Unis, contribué à déclencher des récessions. En d'autres termes, les crises des prix du pétrole ont été suivies d'une récession. Les prix

élevés de l'or noir augmentent les coûts pour un large éventail d'entreprises et pèsent sur les budgets des consommateurs, entraînant une hausse de l'inflation et une baisse des dépenses de consommation. C'est une recette pour un désastre économique auquel le monde est une fois de plus invité à faire face.

Il convient également de noter que les prix du pétrole se sont envolés depuis juin en raison des réductions de production des plus grands producteurs mondiaux de brut (OPEP+, qui comprend la Russie et l'Arabie saoudite). Les prix du pétrole brut Brent, référence internationale, ont augmenté de 28 % depuis leur plus bas du 11 juin de 74 dollars le baril à plus de 95 dollars le baril, pour atteindre 100 dollars le baril.

Mais les événements dans le reste du monde pourraient également entraîner les États-Unis sur une trajectoire descendante. La deuxième économie mondiale, la Chine, est embourbée dans une crise immobilière. Dans la zone euro, les prêts diminuent à un rythme plus rapide qu'au plus bas de la crise de la dette souveraine, signe que la croissance, déjà stagnante, est sur le point de ralentir.

En conclusion, je voudrais souligner que l'horizon de l'économie américaine et des marchés devient de plus en plus sombre. Les nuages sombres dans le ciel financier s'épaississent, provoquant naturellement inquiétude et peur, et annonçant que la tempête ne tardera malheureusement pas à arriver.

**Isidoros Karderinis journaliste,
romancier et poète**

www.malikile.com

La BAD en Tunisie

Une suédoise nommée nouvelle représentante

Le groupe de la banque africaine de développement (BAD) a nommé, lundi 2 octobre 2023, malinne blomberg responsable de son bureau pays en Tunisie, en plus de ses fonctions actuelles de directrice générale adjointe pour l'Afrique du nord et responsable pays pour la Libye et la Mauritanie.



De nationalité suédoise, Mme Blomberg est une professionnelle chevronnée du financement du développement qui compte plus de 25 ans d'expérience. Elle a beaucoup travaillé dans les domaines du dialogue politique, de la gestion de portefeuilles et de projets, du conseil, de la mobilisation de ressources et de la sensibilisation dans les secteurs public et privé.

Mme Blomberg a rejoint la Banque en 2008 en tant que spécialiste de la gestion financière au sein du Département de l'eau et de l'assainissement. Elle en a ensuite dirigé la division couvrant l'Afrique

de l'Ouest et du l'Afrique centrale. Elle était auparavant responsable de bureau pays de la Banque pour l'Égypte, où elle a géré un portefeuille de trois milliards de dollars.

« En tant que responsable du bureau pays en Tunisie, je suis impatiente d'approfondir le partenariat stratégique entre la Banque et le pays, et d'accroître l'appui de la Banque, en particulier à la lumière du changement climatique et des événements mondiaux qui exigent de nouvelles approches et une mise en œuvre rapide pour obtenir des résultats transformateurs », a déclaré Malinne Blomberg à propos de sa nomination.

Pour le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, « Mme Blomberg contribuera à assurer la continuité d'un dialogue politique proactif de haut niveau afin de renforcer le partenariat de la Banque avec le gouvernement, le secteur privé et d'autres partenaires au développement pour créer davantage de possibilités de financement et d'investissement en Tunisie, un carrefour d'affaires très important pour la région Afrique du Nord. »

<https://africanmanager.com>

Démarrage du championnat national de la Ligue 1 Orange 2023-2024 : Le 1er Vice-président FEMA-FOOT présente sa vision à la presse sportive

A l'instar du Mali, plusieurs autres pays se sont qualifiés au 2e tour éliminatoire de la Can féminine Maroc 2024 avec des scores fleuves infligés à leurs adversaires. A l'heure du bilan, on dénombre au moins de six nations qui ont marqué au moins 10 buts au cours de leur double confrontation.

Le championnat national du Mali, qui avait été interrompu en raison de la pandémie de COVID-19, s'apprête à reprendre officiellement le 7 octobre 2023 à Bamako et dans d'autres villes du pays. Cette nouvelle a été annoncée lors d'une conférence de presse tenue le samedi 30 septembre 2023 par M. Moussa Sylvain Diakité, 1er Vice-président de la Fédération Malienne de Football (FEMAFoot), accompagné par le chargé de la Communication de la FEMAFoot et d'autres membres importants.

Lors de cette conférence de presse, M. Diakité a présenté les grandes innovations de la saison sportive 2023-2024. Une des principales nouveautés concerne les récompenses financières accordées aux équipes participantes. En effet, le champion de la Ligue 1 Orange se verra attribuer une somme de 30 millions de FCFA, tandis que le deuxième recevra 20 millions de FCFA. Cette augmentation des primes vise à encourager la compétitivité et à valoriser les performances des équipes.

Outre les aspects financiers, M. Diakité a également souligné l'importance de la formation et du développement des jeunes talents dans le cadre de la vision de la FEMAFoot. Des initiatives seront mises en place pour promouvoir l'éclosion de nouveaux joueurs et pour renforcer les infrastructures sportives à travers le pays. Cette volonté de développer le football malien à tous les niveaux témoigne de l'engagement de la FEMAFoot envers la croissance et l'excellence du football au Mali.

Le redémarrage du championnat national est très attendu par les supporters et les acteurs du football malien. Cette compétition constitue un véritable spectacle sportif et une occasion de rassemblement pour les passionnés du ballon rond. Les clubs participant à la Ligue 1 Orange devront rivaliser d'efforts et de talents pour espérer remporter le titre tant convoité et la récompense financière qui l'accompagne.

En conclusion, le démarrage imminent du championnat national de la Ligue 1 Orange 2023-2024 est une excellente nouvelle pour le football malien. Grâce aux efforts de la FEMAFoot et de ses membres, cette saison promet d'être riche en émotions et en compétitivité. Les équipes participantes auront l'opportunité de démontrer leur talent sur le terrain et de prétendre aux importantes récompenses financières qui sont désormais en jeu. Les supporters, quant à eux, pourront retrouver le plaisir de soutenir leur équipe favorite et d'assister à des rencontres passionnantes.

La rédaction





Bélier (21 mars - 19 avril)

Un coup de mou règne aujourd'hui. Vous avez à faire, mais vous traînez des pieds, la routine prend le dessus. Ne négligez pas ce signal d'alarme qui vous invite à vous pencher sur vos véritables idéaux professionnels. Vous avez sérieusement l'envie aujourd'hui de mettre les choses à plat et de secouer l'ordre établi. Ne prenez toutefois pas de décisions trop hâtives, pesez le pour et le contre avant de prendre une décision.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous avez toujours fait en sorte de travailler le moins possible. Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi ? L'univers vous incite à trouver votre véritable passion et, qui sait, à vous réorienter professionnellement. Il est possible que vous n'avez pas encore trouvé votre voie, et il y a fort à parier qu'une fois que vous aurez pris conscience de tout cela, vous ayez envie de vous donner à fond dans votre nouvelle activité !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre travail vous passionne et cela se sent. Les personnes qui travaillent avec vous apprécient votre efficacité et reconnaissent votre valeur. Très bientôt, on devrait vous proposer un projet intéressant. Saisissez cette occasion pour asseoir encore davantage votre réputation dans l'entreprise. Si vous êtes en recherche d'emploi, une opportunité devrait se présenter à vous très bientôt. Ne désespérez pas.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Des petites tensions sont à venir. Si la plupart de vos collègues sont réceptifs à vos suggestions, d'autres font la sourde oreille. Aussi, certains projets risqueraient bien de ne pas pouvoir voir le jour ; en tout cas pas tout de suite. Ne laissez pas la démotivation s'emparer de vous et concentrez-vous sur votre travail actuel, celui qui fonctionne. En dehors des heures de bureau, profitez-en pour vous changer les idées et décompresser.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ressentez le besoin de faire le point sur votre avenir professionnel. Si ce que vous faites actuellement vous plaît, cela ne vous apporte pourtant pas une pleine satisfaction. Vous rêvez d'un travail qui en appelle à votre créativité et à votre sens de l'aventure. Le ciel vous soutient et vous invite à vous écouter. Mais avant toute décision définitive, prenez le temps d'une introspection. Une étape incontournable pour savoir où vous en êtes.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous avez envie de repenser votre activité professionnelle et c'est une bonne chose. Prenez le temps de faire le point, notez ce qui a fonctionné et ce qui - au contraire - a échoué. Ensuite, fixez-vous de nouveaux objectifs en veillant bien sûr à ce qu'ils soient atteignables, sinon, vous risquez de vous décourager. Veillez à vous entourer des bonnes personnes et vous verrez vos envies devenir réalité.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous avez l'impression que vos efforts ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Bonne nouvelle, vous allez avoir l'occasion de faire valoir vos qualités. Ne la laissez pas passer, exprimez-vous clairement et mettez en avant ce que vous apportez à votre entreprise. C'est ainsi que vous vous ferez respecter par vos collègues, et que vous obtiendrez enfin le niveau de responsabilité que vous méritez.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas beaucoup confiance en vous et ça se voit. Seulement, si vous souhaitez prendre du galon au sein de votre entreprise, vous allez devoir travailler sur le sujet. Pour ce faire, vous pouvez recourir à du coaching ou encore à des cours de théâtre. Ces derniers vous permettront de gagner en assurance et de prouver à vos collègues que vous êtes beaucoup plus serein que par le passé. Vous avez tout à y gagner.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Au travail, cette journée va vous combler. Vous pourriez obtenir plus que vous ne l'espérez. Un nouveau poste, de nouvelles responsabilités... Les planètes sont avec vous et vous aident à obtenir l'avancement tant attendu. Alors, foncez ! Vos efforts seront récompensés, que vous souhaitiez une augmentation, plus de responsabilités ou un nouveau travail !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous voilà multitâche aujourd'hui ! On a besoin de vous à différents postes, et vous assurez de façon magistrale. Attention toutefois, ne vous dispersez pas. Même si on vous apprécie pour cela, vous pourriez finir par perdre de votre sérieux et vous noyer. Si vous avez besoin d'un nouveau travail, là encore, vos capacités pourront être appréciées. Toutefois, n'en rajoutez pas trop, cela finirait par devenir piégeux.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Une opportunité professionnelle va se présenter à vous. Il peut s'agir d'une rencontre déterminante, d'une nouvelle mission, voire d'une proposition d'emploi ! Gardez l'œil ouvert, cela ne saurait tarder. Continuez aussi à jouer habilement de vos relations avec les personnes rencontrées sur votre lieu de travail. L'entregent dont vous faites preuve va vous être très utile dans les jours à venir, alors, ne changez rien.



Poisson (19 février - 21 mars)

Même si vous avez d'excellentes idées, vous avez tendance à rester un peu trop campé sur vos positions. Le ciel va vous pousser à faire preuve de souplesse. Une situation imprévue va venir bouleverser vos certitudes. Vous ne pourrez pas vous en sortir seul et serez obligé de confronter votre point de vue à celui de vos collègues. Il faudra ravalier votre fierté, mais votre équipe en ressortira plus soudée.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>KASSOUBI invite les acteurs de la justice à la pédagogie à l'Assemblée</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Commission de finalisation du projet de Constitution Le rêve brisé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>5ème édition de la Nuit de l'Entrepreneuriat: Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>Mali: Baron Diop Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goïta</p> <p>Amadou Dicko aux Nations Unies</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>Division des Femmes d'Aménagement et de protection des forêts et de la faune: La Visiteuse Générale 1800.906.262 FCFA d'Irrégularités financières</p> <p>Projet SWVEDO et autonomisation des femmes</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>ARG: Mo Mustapha Cissé, l'homme de la situation</p> <p>Economie et gestion</p> <p>Fcfa ou monnaies nationales.</p> <p>De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Deg élèves exposés à la querelle populaire</p> <p>Les travaux débutent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23